

CRISE DES RÉFUGIÉS: UN SOMMET EUROPÉEN ATTENDU DANS DEUX SEMAINES



GÉOPOLITIQUES

Migrations: le principe du casseur-payeur

Après d'innombrables luttes et d'interminables discussions, on a fini par admettre qu'en matière de pollution, c'était au responsable de payer: le principe du pollueur-payeur s'est peu à peu imposé.

Pourquoi n'appliquerait-on pas le même principe à la problématique des réfugiés et des migrants? Il s'agit, bien évidemment, de ne pas faire payer les réfugiés et les migrants, qui ne sont que des victimes, mais les vrais responsables de ces tragédies. Lesquels ne sont d'ailleurs pas les passeurs. Punir les passeurs qui sont de vulgaires trafiquants de chair humaine est nécessaire, mais ce n'est que de la poudre aux yeux car ce ne sont que des comparses. C'est comme punir les mules pour mieux protéger les narcotrafiants. Non, ceux qu'il faut faire passer à la caisse sont ceux qui sont au sommet de la chaîne. Les coupables ultimes ne pilotent pas des bateaux pourris, ils portent cravate et souliers vernis, ils habitent des palais et, souvent, des palais payés par le contribuable.

Si l'on recherche les causes profondes du flux de migrants qui assaillent les côtes grecques et italiennes et l'identité des responsables, émergent deux catégories de coupables: les dictateurs qui oppriment leurs peuples, avec la complicité des multinationales et des banques occidentales qui financent l'exploitation inégalitaire des ressources nationales et corrompent les élites dirigeantes de ces pays, et les présidents d'États occidentaux qui, par caprice ou opportunisme politique, changent soudain d'avis avec une inconséquence criminelle et se mettent à déstabiliser des régimes qu'ils avaient naguère soutenus.

Le meilleur exemple de la première catégorie est le dictateur érythréen, qui oblige son peuple à fuir en toute impunité. Quant aux exemples de la seconde, ils abondent: Afghanistan, Irak, Libye, Syrie... Si les États-Unis et l'Europe n'avaient pas semé le chaos dans ces pays au nom d'idéaux démocratiques qui ne les embarrassaient guère lorsqu'ils recevaient leurs dirigeants en grande pompe dans leurs ca-



PAR GUY METTAN*

pitales pour conclure des contrats pétroliers ou d'armement, l'Europe du Sud n'aurait pas connu cet été de folie.

C'est fou ce que l'amnésie frappe quand il s'agit de remonter la piste des responsabilités. Rares sont les médias qui rappellent que derrière les milliers de morts noyés en Méditerranée, il y a avait un Sarkozy et un Bernard-Henri Lévy qui appelaient à abattre Kadhafi et son régime, un Hollande qui voulait bombarder

Bachar el-Assad, un Bush qui envahissait l'Afghanistan et l'Irak, un Obama qui terrorise les populations civiles avec les dégâts collatéraux de ses drones tueurs.

S'il y avait des tribunaux pour condamner les responsables ultimes aux dépens et aux frais occasionnés par leurs actes irresponsables, le problème des réfugiés et des migrants n'existerait pas. Si l'on obligeait MM. Sarkozy, Lévy, Hollande et Obama, les dirigeants de multinationales et les banquiers à accueillir chez eux les Syriens et les Africains chassés par la terreur et la famine, le problème des réfugiés et des migrants serait résolu comme par miracle.

Quant aux dictateurs qui affament et oppriment leurs peuples, pourquoi ne les met-on pas au ban de la communauté internationale et ne leur applique-t-on pas des sanctions? Quand il a fallu condamner la Russie pour son action en Crimée, États-Unis et Europe ont prononcé des sanctions en quinze jours! (Alors que, soit dit en passant, l'Europe ne connaît pas de vague de réfugiés russes ni criméens. Mais voilà, à la Russie, on ne pouvait pas vendre des Rafale ou des canons et son pétrole faisait concurrence au nôtre...) Tandis que les autres dictateurs sont *persona grata* tant qu'ils font leurs emplettes dans les bons magasins. Peu importe si leurs peuples crévent de misère. Ils ne viendront de toute façon pas encombrer les palais et, s'ils réussissent à survivre aux vagues, on les relèguera dans des villages de campagne, des banlieues lointaines ou les abris de luxe de la protection civile.

Hypocrisie, quand tu nous tiens!

* Directeur exécutif du Club suisse de la presse.

Dans *Les Matinales d'Espace 2* du mercredi 26 août, Miruna Coca-Cozma revenait avec Cécile Alduy, professeur de littérature française à Stanford, sur l'emploi du mot «migrants» pour désigner les innombrables réfugiés venus de Syrie et d'ailleurs. Dans cet entretien (en ligne dans son intégralité), Cécile Alduy insistait sur la charge politique de l'emploi des mots pour désigner ceux qui fuient leurs pays pour chercher refuge en Europe. Et, de fait, il est curieux de voir combien le mot «migrants» s'est imposé, au point que lorsque vous tapez «émigrants» ou «immigrants» sur un moteur de recherche, on vous propose des images du début du XX^e siècle plutôt que des images de notre actualité. De plus, la suppression du suffixe oblitère l'origine et la destination des déplacés, comme si ceux-ci erraient dans un espace sans orientation.



PAR SERGE LACHAT*

nos journaux (sur papier ou télévisés) nous font prendre (un peu) la mesure de ces mouvements migratoires. Et surtout, ils nous donnent à voir des images de plus en plus dramatiques d'arrivées, voire de naufrages, de bateaux surchargés, des images d'enfants hurlants portés à bout de bras, d'hommes, de femmes et d'enfants soumis à des violences policières (coups de matraques, gaz lacrymogènes...), confrontés à des barbelés dotés de fines lames de rasoirs... D'où une sorte de schizophrénie qui gagne toute l'Europe, divisée entre ceux qui veulent élever des murs et fermer les frontières et ceux qui veulent se mobiliser, engager des actions citoyennes pour faciliter l'intégration des migrants.

Et c'est là que le cinéma peut jouer un rôle, je crois. En effet, même si les films très récents sur les migrants sont encore rares et souvent déceptifs (*Dheepan* d'Audiard commence fort bien et semble vouloir proposer aux spectateurs le regard de réfugiés sri-lankais sur leur situation, mais très vite l'intérêt du cinéaste pour ce regard «de l'intérieur» s'efface), notre télévision pourrait remplir son devoir de service public en projetant des documentaires sur les requérants d'asile comme ceux de Melgar, par exemple, ou comme *La Barque n'est pas pleine* de Daniel Wyss, qui donne à voir des archives sur l'accueil salvateur par des familles suisses – et contre l'avis du gouvernement suisse – de Chiliens fuyant leur pays après le coup d'état de Pinochet (le dvd est disponible à la boutique RTS).

Welcome (2009) de Philippe Lioret, avec Vincent Lindon, fait lui aussi à sa manière l'éloge de l'insoumission. Bilal, un jeune Kurde irakien qui a traversé le Moyen-Orient et l'Europe pour aller à Londres, reste bloqué à Calais. En désespoir de cause, il décide de rallier l'Angleterre à la nage. S'entraînant à la piscine, il rencontre Simon, un maître-nageur qui va tout faire pour l'aider. Lioret échappe au piège de la mièvrerie en décrivant les relations entre clandestins (faites de solidarité, mais aussi de calculs sordides et d'exploitation). Sans négliger les ressorts de la fiction, le cinéaste donne ainsi un aspect documentaire et politique à son film. En effet, en recueillant et en aidant Bilal, Simon se rend coupable d'assistance à l'immigration clandestine et risque jusqu'à cinq ans de prison. Lioret dénonce donc clairement l'abjection de la machine administrative et policière dans sa façon de traquer les clandestins et ceux qui leur viennent en aide. Mais en filmant la transformation d'un homme qui voulait une vie sans histoires et qui finit par accepter de passer pour un criminel pour faire ce qu'il considère comme son devoir d'homme, le cinéaste nous lance un appel sans équivoque.

CIN-OPTIQUE

Migrants, réfugiés, clandestins, requérants d'asile...

Il serait intéressant de mesurer en quoi l'usage du mot «migrant» a des implications juridiques: un réfugié a des droits, en vertu de conventions internationales qu'aucun Etat ne peut ignorer! Mais contentons-nous ici de rappeler que les connotations et la couleur politique des mots permettent de «fabriquer» notre perception du monde: des différences de sens existent entre «clandestin», «exilé», «demandeur d'asile» et «migrant», et chaque mot éveille dans l'esprit de celui qui le lit ou l'entend une réaction différente, sans même parler de la peur, toujours excitée par l'extrême droite de nos différents pays, que, parmi ces «migrants», se cachent des gens uniquement attirés par notre bien-être économique, voire de méchants terroristes!

Depuis quelque temps, avec l'ampleur prise par le nombre de ces «migrants» (l'Allemagne attend une arrivée massive de 800 000 réfugiés en 2015), les gouvernements se voient contraints de réfléchir à des solutions pour les assimiler. Mais pour l'instant, ce sont surtout des mesures de contrainte qui voient le jour et de bien vagues projets de répartition plus équitables du poids de ces arrivées... C'est dire que c'est surtout de la société civile que doivent naître des gestes de générosité.

En effet, s'il y a le poids des mots, il y a de plus en plus le choc des images: depuis quelque temps,

* Cinéphilie.